



# Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne  
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 12 mars 2015

**Lettre ouverte à l'attention de M. Stéphane Le Foll,  
Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt**

Monsieur le Ministre,

La crise dans la filière porcine est plus structurelle que conjoncturelle. Cette filière n'installe plus depuis longtemps car le niveau nécessaire de capitaux à apporter dissuade les volontés de reprise, ne rémunère plus ses producteurs, ne modernise pas ses outils de production et de transformation, et la concentration excessive fait baisser la production. Pourtant, les défis de valeur ajoutée, de qualité, les exigences sanitaires et environnementales de la société sont toujours là... mais le mirage de l'export continue à être prôné comme objectif de développement de la filière !

L'embargo russe a bon dos car apparemment d'autres marchés export ont compensé. Par contre, il détourne notre attention des responsabilités des tenants de la filière dans la situation actuelle des producteurs de porcs.

Une filière bien gérée devrait être solide et capable de faire face à des situations comme celle-là. Ne pas s'être préparé à un aléa géopolitique de ce type était une faute grave, d'autant que la Russie est coutumière du fait.

Nous soutenons bien sûr les mesures de crise qui viennent d'être prises en faveur des producteurs : étalement/exonération partielle des cotisations sociales, prises en charge des intérêts, etc. Elles sont nécessaires à très court terme mais insuffisantes pour donner des perspectives durables aux producteurs.

En revanche, nous sommes plus que dubitatifs sur l'intérêt des aides au stockage privé qui peuvent certes maintenir a minima les cours en ce moment mais qui les feront chuter au moment du déstockage si aucune mesure structurelle n'est mise en place en parallèle.

Pour maintenir les emplois en production porcine à long terme, particulièrement sur les petites et moyennes structures qui en sont les plus pourvoyeuses, nous demandons :

- A court terme : des aides directes aux producteurs en ciblant les élevages familiaux de moins de 200 truies. L'emploi à la production mérite autant d'être soutenu que l'emploi à l'abattage-transformation. La stratégie du maintien du potentiel de production en le concentrant pour maintenir les emplois dans les industries agroalimentaires montre aujourd'hui ses limites. On aura sacrifié des producteurs sans sauver les salariés de l'agroalimentaire.
- La fin de la stratégie de l'export à tout prix. Comment être compétitifs face à des pays qui

sont autonomes en protéines ?

- Un plan stratégique de reconquête de la valeur ajoutée, des marchés intérieurs, des marchés export rémunérateurs. Monsieur le Ministre, quel bilan faites-vous de votre plan lancé en 2013 ? Cette réorientation vitale nous paraît impossible tant qu'il n'y aura pas eu une réorganisation au niveau de l'aval (à la sortie de l'élevage, le porc français est compétitif mais il perd cette compétitivité aux moments de l'abattage et de la transformation<sup>1</sup>). Comment se fait-il que les grandes et moyennes surfaces arrivent à s'entendre pour acheter ensemble et que les abatteurs-transformateurs ne soient pas en mesure de faire de même pour vendre et ainsi avoir plus de poids dans le rapport de force ? Au contraire, ils sont dans une stratégie suicidaire d'alignement des prix par le bas. Pourquoi nos transformateurs n'adaptent pas rapidement leur offre à la demande, en termes de produits, de gammes comme le font d'autres pays européens ? La filière doit être capable de se pencher collectivement sur son avenir, et d'abord de faire son auto-critique.

Nous appelons à passer d'une gestion à court terme et au petit bonheur la chance du coût de revient à une stratégie à moyen et long terme de création de revenu par le prix. Le revenu des producteurs et l'emploi des salariés ne doivent pas être les seules variables d'ajustement de toute la filière.

Il existe deux manières de réagir :

- celle que l'on subit depuis trop longtemps et qui montre ses limites : attendre la crise aigüe, que la restructuration se fasse par la baisse anarchique du nombre de producteurs et des outils d'abattage, tout en réclamant l'intervention des pouvoirs publics pour aider les plus gros, assimilés à tort aux plus compétitifs.
- celle que nous appelons de nos vœux : anticiper et éviter les crises, en se dotant d'outils de régulation de la production et des marchés.

Rappelons que l'attribution d'aides publiques ne peut se faire sans conditions et sans contreparties de la filière elle-même en termes d'organisation ou de modes de production plus vertueux au niveau social et environnemental.

Aussi, Monsieur le Ministre, nous souhaiterions savoir quelle est votre vision de la filière porcine dans 10 ans, votre « engagement » contre l'industrialisation et votre stratégie pour atteindre cette ambition.

**Laurent Leray, Secrétaire national en charge du Pôle Elevage  
Pierre Brosseau, Responsable de la Commission nationale Porc**

---

<sup>1</sup>

Cette perte de compétitivité est aussi en partie due au manque d'harmonisation sociale européenne.